

## **Un impôt européen pour une citoyenneté européenne**

Tirillée entre fédéralisme et supranationalité mais cimentée par la guerre froide, la construction européenne, s'est réalisée avec pragmatisme en laissant de côté les questions de souveraineté. Mettant en place institutions et législations, avec le Parlement, elle s'est engagée dans la voie de la démocratie représentative sans pour autant déboucher sur une structure fédéraliste. Les institutions démocratiques européennes n'ont pu s'extraire des corsets nationaux. Elles n'ont pu faire leurs preuves, et bien des européens ne leur accordent pas une pleine confiance, en partie à cause des difficultés économiques et sociales.

N'attendons pas que telle ou telle éclaircie politique ou tel changement de donne électorale décident demain ou après-demain, du sort de l'Europe. N'attendons pas passivement les décisions des Conseils des ministres. Nous sommes las d'une pratique politique qui réduit les citoyens à des consommateurs sondables à merci comme pour le lancement d'une console de jeux.

La force de l'Europe c'est l'ensemble des liens que tissent entre eux tous les jours et par mille pratiques ses habitants.

Dans une Europe qui valorise la liberté démocratique, le citoyen ordinaire mérite mieux que de seulement choisir ses élus au risque de n'avoir pour résultats concrets que l'immobilisme et le maintien des injustices.

Au-delà de la démocratie représentative et de la démocratie participative, il y a une autre démarche, celle de la démocratie d'initiative: le regroupement de citoyens sur des projets dont la réalisation effective sera, à terme, de la responsabilité des institutions européennes. C'est pour aller vers une démocratie d'initiative que nous voulons proposer ce projet non conventionnel : le FUSE.

### **Initiative Citoyens en Europe (ICE) et Causes Communes lancent une initiative inédite : le FUSE**

Ainsi, portés par un sentiment d'urgence démocratique et avec la conviction qu'il n'y a pas d'approfondissement de la démocratie sans initiative, nous, citoyens d'Europe, lançons le Fonds Utile de Solidarités Européennes (FUSE). Nous demandons à contribuer directement à l'impôt européen, parce qu'il n'y a pas de représentation sans contribution. Par ce geste, nous entendons participer aux choix politiques européens, pour que ceux-ci reflètent mieux les priorités et les préoccupations des Européens.

N'étant pas en position de lever l'impôt, nous proposons donc de verser une contribution volontaire à la Commission Européenne, le FUSE (Fonds Utile de Solidarités Européennes). En payant 1 euro par mois pour le « Fuse », l'objectif est de permettre à des millions d'Européens de s'inscrire dans un dialogue direct avec l'Europe.

Le FUSE ne vise pas à créer un moyen de financement pour une ONG additionnelle. L'idée est bien de constituer un espace délibératif – dont la légitimité découle de la contribution volontaire à un pré-impôt européen- qui permette aux citoyens de participer directement aux décisions en Europe. Mais pas seuls, ni sans les institutions européennes légitimes. Nous voulons créer des rapports nouveaux entre institutions insuffisamment représentatives, et citoyens contributeurs d'Europe, sans prétendre établir un système permanent de perception de ressources pour l'Europe.

### **Quelques exemples de projets que le FUSE pourrait promouvoir**

- **« Erasmus pour tous ».** Projet prenant la forme d'un chèque Education qui permettrait à des jeunes non diplômés d'effectuer des séjours formateurs dans un autre pays de l'Union européenne sur la base d'un service rendu à la communauté d'accueil (lectorat, transmission d'un savoir faire...)
- **« Cœur de ville ».** Le projet consiste à participer au rachat d'immeubles en centre ville destinés à la vente afin de maintenir ou de reloger des personnes économiquement défavorisées et de préserver ainsi la diversité sociale
- **« Une couverture médicale européenne » (CME).** Le projet consiste à développer une Couverture médicale ouverte aux personnes qui ne disposent pas de droits ouverts à l'assurance maladie, en particulier aux sans papiers.

**Nous soutenons cette initiative et verserons 1 euro par mois à l'Union Européenne,**